

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

24 Rue Auguste Chabrières
75015 Paris

Références : /
Code AIOT : 0010012327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 Bourges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'un exercice POI organisé en collaboration avec le SDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000

Bourges

- Code AIOT : 0010012327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société ITM LAI a été autorisée par le préfet du Cher à exploiter une plateforme logistique par l'arrêté préfectoral n° 2005-DDCSPP-105 du 25 juin 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2017-DDCSPP-025 du 15 février 2017 et n° 2021-1066 du 21 septembre 2021. Le site est sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 (solides facilement inflammables) et sous le régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôts couverts) et 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Contenu et mise en œuvre du POI | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II - 23 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 8 | isolement avec les milieux | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 4.2.4.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 9 | moyens de protection contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.4 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 10 | Stockage extérieur de palettes et cartons | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 2.1.4.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 11 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II - 1.4 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Rédaction d'un POI | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 | Sans objet |
| 4 | Disponibilité de l'exemplaire papier du POI | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 | Sans objet |
| 5 | Procédure du POI | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 | Sans objet |
| 6 | Fréquence des | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| | exercices POI | article 7.7.8.2 | |
| 7 | Manche à air | Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le détail des constats relevés lors de la visite d'inspection est présenté dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rédaction d'un POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers avant la mise en service de l'établissement. [...] Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. |
| Constats : Documents consultés: - Plan opérationnel interne – version 7 du 31/05/2022; - Fiches réflexes - version du 01/03/2024. 7 versions ont été rédigées en respectant la fréquence de 3 ans depuis 2014. [PdC n°1] Pas d'écart constaté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Contenu et mise en œuvre du POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI |
| Prescription contrôlée : Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et |

l'environnement. Il prévoit notamment l'information du gestionnaire de la route RN151 en cas de sinistre impactant la visibilité.

Constats :

Documents consultés:

- Plan opérationnel interne – version 7 du 31/05/2022;
- Fiches réflexes - version du 01/03/2024.

L'inspection émet les observations suivantes sur le document POI:

- Page 7: le tableau des rubriques ne prend pas en compte l'actualisation de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/09/2021;
- Page 96 : il est mentionné que les comptes rendus d'exercice doivent être conservés 6 mois, alors que l'inspection doit pouvoir en disposer pendant au moins 5 ans.

En ce qui concerne le déroulement de l'exercice, dont le scénario consiste en un départ de feu dans la cellule 6 susceptible de se propager à la cellule 5 voisine du fait d'un dysfonctionnement de la porte coupe-feu, l'inspection émet les remarques suivantes :

- l'exercice débute par l'arrivée de la préventrice sécurité signalant le départ de feu sans que l'incident ne soit simulé in situ pour tester la réaction du personnel et la mise en oeuvre de la première intervention, du fait d'un choix d'avertir les salariés et de ne pas procéder à leur évacuation; le schéma d'alerte n'est pas testé dans sa totalité. Le prochain exercice devra intégrer ce paramètre.
- certains interlocuteurs extérieurs (services et entreprises voisines) n'ont pas pu être joints par téléphone pour signaler le début de l'exercice, notamment VIA LOGISTIQUE et BOURGES PLUS. Il a été décidé de simuler un déplacement physique dans l'entreprise voisine VIA LOGISTIQUE. L'exploitant doit s'assurer de coordonnées actualisées des interlocuteurs et prévoir la marche à suivre en pareil cas dans le POI. En outre, la DREAL a été alertée uniquement par téléphone pour le déclenchement de l'exercice. Aucun courriel n'a été envoyé et la fin de l'exercice n'a pas été signalée contrairement à ce que prévoit la fiche réflexe D2.
- les missions des fiches B2 à B6, assurées par un des deux assistants de l'assistant du DOI sont à ordonner de manière à correspondre au circuit réalisé sur le terrain. En outre, plus d'une demi-heure a été nécessaire à l'opérateur pour les réaliser du fait de leur nombre et de l'étendue géographique du site; il semble opportun d'y affecter un binôme d'autant plus en cas de problème technique sur une vanne (voir autre point de contrôle sur le confinement des eaux) ou encore si il y a nécessité de dégager des véhicules devant les accès (voir point de contrôle sur le plan de défense incendie). Il est également noté une identification insuffisante des vannes du sprinklage de la cellule 6 en parois de l'entrepôt (action de la fiche réflexe B2). La fiche réflexe B2 est à compléter par un plan matérialisant l'emplacement des vannes de sprinklage des cellules en confirmant qu'elles sont situées en dehors des flux thermiques de 3, 5 et 8 kWh/m².
- l'exploitant a mis du temps à fournir les surfaces des cellules au SDIS alors qu'elles sont mentionnées dans le POI.

[PdC n°2] : compte tenu des observations de l'inspection, le POI est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des

| |
|---|
| actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2mois |

N° 3 : Plan de défense incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II - 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> |

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

[...]

Constats :

Documents consultés:

- Plan opérationnel interne – version 7 du 31/05/2022;
- Fiches réflexes - version du 01/03/2024.

Le plan de défense incendie (PDI), qui est visé dans le POI susvisé, doit être complété par les points suivants :

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- les mesures organisationnelles permettant de libérer la voie engin en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours,
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique avec l'attestation de conformité.
- les mesures particulières pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie (comprenant notamment la présence permanente de personnel formé aux tâches de sécurité incendie et le renforcement des autres moyens d'extinction): le POI évoque le cas en page 85 mais ne traite pas de la période non ouvrée et ne détaille pas les moyens d'extinction renforcés.

[PdC n°3] : compte tenu des observations de l'inspection, le PDI, intégré au POI, est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Disponibilité de l'exemplaire papier du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI

Prescription contrôlée :

Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Constats :

| |
|--|
| Un exemplaire papier de la version 7 du 31/05/2022 du POI est disponible au poste de garde qui fait office de salle POI. |
| [PdC n°4] Pas d'écart constaté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Procédure du POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, • la formation du personnel intervenant, • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers; • la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. |
| Constats : Documents consultés : <ul style="list-style-type: none"> - plan opérationnel interne – version 7 du 31/05/2022; - procédure LAI – QHSE – PROC – Modalités d'organisation d'exercice POI. <p>Les informations attendues sont réparties dans les documents susvisés.</p> <p>[PdC n°5] Pas d'écart constaté.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Fréquence des exercices POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI |
| Prescription contrôlée : Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI, en présence du SDIS selon ses disponibilités. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. |
| Constats : Document consulté: - Plan opérationnel interne – version 7 du 31/05/2022; - Compte rendu d'exercice du 21/03/2023. Le POI prévoit une fréquence annuelle qui est respectée. [PdC n°6] Pas d'écart constaté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Manche à air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. |
| Constats : Une caméra permet de visualiser une manche à air depuis le poste de garde. La direction du vent est un paramètre utilisé pendant l'exercice. La manche à air étant positionnée dans l'axe de la caméra du fait de la direction du vent, celle-ci a été confirmée par la personne désignée par l'adjoint du DOI lorsqu'elle s'est rendue à proximité dans le cadre de ses actions prévues dans les fiches réflexe du POI. [PdC n°7] Pas d'écart constaté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : isolement avec les milieux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 4.2.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollution |
| Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...] |
| Constats : n accompagnant la personne en charge de procéder à la fermeture des vannes, l'inspection procède aux constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- la personne se rend en premier lieu au bassin de confinement du site et actionne, avec succès, la fermeture électrique de la vanne;- elle se rend ensuite à la rétention déportée mais ne parvient pas à actionner la fermeture électrique de la vanne. Il est possible de l'actionner manuellement mais cela nécessite davantage de temps (sa fermeture manuelle est simulée pour l'exercice). Il est également noté une confusion sur les vannes entre les informations du terrain et les données enregistrées en salle POI. Une clarification des actions à faire sur les vannes (ouverture/fermeture) du bassin de confinement et de la rétention déportée et une mise en cohérence des fiches réflexes A2, B2 et B4 sont nécessaires. En outre, la possibilité d'actionner les vannes à commande électrique en cas de coupure de l'alimentation électrique générale doit être confirmée. La possibilité de passer en mode manuel et le temps nécessaire à l'ouverture ou la fermeture des vannes doivent être précisés dans le POI. [PdC n°8] : la commande électrique de la vanne permettant de recueillir les eaux d'incendie de la cellule C6 dans la rétention déportée PRD n'est pas fonctionnelle. Au regard des remarques de l'inspection sur le confinement des eaux d'extinction, le POI est imprécis et incomplet. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2mois |

N° 9 : moyens de protection contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. |

| |
|--|
| L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.. [...] |
| <p>Constats :</p> <p>Après l'exerce, l'inspection constate la présence de voyants allumés sur les armoires de commande à distance situées au poste de garde :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ZC4 cellule C4; - ZC5 cellule C5; - ZC6 cellule C6; - ZC8 cellule C8; - DI FLAMME ABRIS PALETTES HS. <p>L'exploitant explique que les portes coupe-feu sont endommagées : elles peuvent se fermer manuellement mais pas automatiquement (cale en place pour les maintenir ouvertes). Un détecteur incendie est également hors service à l'abri palettes mais l'abri est doté d'autres détecteurs. L'exploitant précise que ces défauts ont été remontés à la direction.</p> <p>[PdC n°9] : la fermeture automatique des portes coup-feu ZC4, ZC5, ZC6 et ZC8 n'est pas fonctionnelle et un détecteur incendie n'est pas fonctionnel à l'abri palettes.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15jours |

N° 10 : Stockage extérieur de palettes et cartons

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 2.1.4.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum. <p>Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.</p> |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>En accompagnant la personne désignée par l'assistant du DOI, l'inspection constate la présence d'un stockage extérieur en masse de palettes et de cartons à proximité du local déchets et de la cellule C6.</p> <p>En particulier, les palettes sont stockées en un seul îlot à environ 1 m du mur REI 120 de la cellule C6.</p> <p>L'exploitant explique que ce stockage est temporaire pendant la période de travaux de la construction d'un nouvel auvent (projet de modifications notifié au préfet).</p> <p>[PdC n°10] : Il est nécessaire de confirmer que le stockage extérieur de palettes et de cartons à proximité du local déchets est temporaire et justifier que les prescriptions relatives aux modalités d'aménagement du stockage en masse de palettes et de cartons sont respectées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°10] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2mois</p> |

N° 11 : Etat des matières stockées

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II - 1.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> |

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.[...]

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

[...]

Constats :

Lors de l'exercice, l'exploitant édite un état des stocks en temps réel par rubriques ICPE des cellules C5, C6A, C6B et C6C.

Il n'est pas en mesure de répondre à la demande du SDIS et de l'inspection de fournir un état détaillé des matières et substances dangereuses par mentions de danger.

Il déclare être en mesure de fournir des FDS comme mentionné dans le POI.

Il ajoute qu'un onduleur assure l'autonomie électrique du poste de garde en cas de coupure de l'alimentation électrique générale.

L'examen de l'état des stocks présenté appelle les remarques suivantes :

- deux unités différentes sont utilisées (t et m3) et l'unité de la quantité totale calculée pour chaque cellule n'est pas précisée : il convient de présenter les données distinctement dans chaque unité;
- les rubriques affichées ne sont pas cohérentes avec la situation administrative actée par l'APC du 21/09/2021.

L'exploitant ne dispose pas non plus d'un état sous format synthétique.

[PdC n°11] : il est nécessaire de corriger le format de l'état des stocks présenté par rubriques de manière à le rendre cohérent avec la situation administrative ICPE actuelle. Il est aussi nécessaire de présenter un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, qui permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Il est également nécessaire de disposer d'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2mois